

Chambre des Représentants.

COMMISSION DE REVISION DE LA CONSTITUTION.

IX.

Proposition concernant la revision des articles 52 et 57 de la Constitution.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

L'article 52 de la Constitution alloue aux membres de la Chambre, qui n'habitent pas la ville où se tient la session, une indemnité mensuelle de 200 florins, pendant toute la durée de celle-ci.

« Il semble désirable, dit l'honorable Ministre des Finances, dans son » exposé du 2 février dernier (n° 86 des *Documents parlementaires*), que cet » article soit modifié :

» 1° Quant à la fixation du taux de l'indemnité, qui devrait être mise en » rapport avec l'unité monétaire nationale et pourrait ne pas être mensuelle;

» 2° Quant à la distinction trop absolue faite entre les représentants qui » habitent la capitale et ceux qui ne l'habitent pas... »

La proposition que nous avons l'honneur de faire à la Chambre s'inspire de ces deux ordres d'idées.

Au lieu d'une indemnité mensuelle, elle accorde une indemnité pour chaque déplacement; à ce point de vue, elle met tous les représentants, qu'ils habitent ou n'habitent pas la capitale, sur un pied d'égalité: les uns comme les autres doivent nécessairement faire le sacrifice de leur temps pour assister aux diverses réunions.

En revanche, elle accorde la gratuité du transport aux représentants de la province, depuis la gare la plus rapprochée de leur habitation jusqu'à Bruxelles.

De prime abord, nous avons pensé limiter cette gratuité du transport à la durée des sessions seulement, mais l'expérience a prouvé que les membres des Chambres, domiciliés en dehors de Bruxelles, doivent y venir fréquemment, même quand elles ne sont pas réunies, pour diverses vacations inhérentes à l'accomplissement de leur mandat.

La gratuité sur les chemins de fer, telle que nous la proposons, se trouve donc amplement justifiée.

Dans cet ordre d'idées d'ailleurs, certains n'hésitent pas à s'avancer plus loin : ils réclament pour les législateurs le libre parcours permanent sur toutes les voies ferrées du royaume, en vue de leur permettre d'exercer, par eux-mêmes et sans frais, un contrôle des plus avantageux aux intérêts du pays.

La Chambre décidera s'il convient d'appliquer la mesure préconisée dans sa généralité.

*
* *

Nous tenons à rencontrer ici la seule objection qui nous a été faite déjà, à savoir : que l'institution de jetons de présence est contraire à la dignité de législateur.

Nous en cherchons vainement la raison.

La loi provinciale stipule que les conseillers domiciliés à un demi-myriamètre au moins du chef-lieu de la province, recevront une indemnité de frais de route et de séjour, et, pour le paiement de cette indemnité, elle prescrit la tenue d'un registre de présence.

En quoi le prestige des conseillers provinciaux s'en est-il ressenti?

Quant aux députés permanents, la moitié de leur traitement est réservé « pour former un fonds de présence à partager entre les membres, suivant » le nombre des séances auxquelles ils ont assisté. »

Or, parmi tant de vœux émis par les conseils provinciaux en matière administrative, aucun n'a sollicité une modification quelconque des articles 61 et 103 de la loi provinciale, comme étant de nature à porter atteinte à la dignité des conseillers provinciaux ou des députés permanents.

Nous ajoutons, enfin, que l'article 74 de la loi communale permet d'allouer des jetons de présence aux membres des conseils communaux ; il est usé de cette faculté dans plusieurs grandes villes, et jamais il n'est venu à l'esprit de personne de réclamer des indemnités fixes pour les mandataires à la province ou à la commune.

Nous ne voyons, quant à nous, aucun inconvénient à ce que le principe du jeton de présence reçoive également son application en ce qui concerne l'indemnité légitime due aux législateurs.

Nous allons plus loin, et nous soutenons que la dignité même des membres de la Chambre ne peut plus s'accommoder d'une indemnité mensuelle payée à ceux qui prennent rarement part aux travaux parlementaires comme à ceux qui remplissent leur mandat avec assiduité.

L'opinion publique et la presse se sont, à maintes reprises, prononcées d'une manière peu équivoque à ce sujet.

*
* *

Examinons maintenant quel doit être le quantum du jeton de présence.

Pour en déterminer le taux, nous avons cru convenable d'établir une distinction entre les réunions de la Chambre et les réunions de sections.

Pour les premières, le déplacement n'exige guère plus d'une demi-journée, grâce à la création des trains « parlementaires ».

S'il faut, au contraire, assister à une réunion de section ou de commission, on doit consacrer l'avant-midi au voyage, et la perte de temps devient immédiatement plus onéreuse.

Annuellement, le montant moyen de l'indemnité parlementaire est de 5,600 francs, le nombre moyen des séances de la Chambre de 106, celui des réunions de sections de 50.

Actuellement donc, le jeton de présence, pour chaque séance de la Chambre, équivaut à 55 francs environ, mais on est généralement d'accord pour trouver insuffisant le chiffre de 200 florins fixé par la Constitution.

Si nous voulons que les mandats de représentants soient accessibles aux gens capables et honorables de toutes conditions sociales, il faut que la rémunération des services rendus soit assez élevée.

C'est un principe que l'on peut, avec raison, ranger parmi les plus démocratiques. Les fonctions publiques, si élevées qu'elles soient, ne doivent pas rester l'apanage des seuls citoyens fortunés.

En France, les députés jouissent d'une indemnité de 9,000 francs; de plus, ils ont la gratuité de transport sur *tout* le réseau des chemins de fer.

La proposition que nous avons l'honneur de soumettre à la Chambre ne semble donc pas tomber dans l'exagération. En supposant une indemnité de 50 francs par séance de la Chambre et de 25 francs par réunion de section, le maximum de l'indemnité annuelle ne dépasserait guère 6,500 francs.

C'est ce qui résulte des chiffres moyens indiqués plus haut.

106 séances de la Chambre à 50 francs = 5,300;

50 séances de sections à 25 francs = 1,250.

*
* *

En ordre subsidiaire et pour le cas où la Chambre hésiterait à sanctionner la solution radicale que nous avons l'honneur de proposer, la question d'indemnité pourrait être réglée par une combinaison analogue à celle qui détermine le traitement des députés permanents, et que nous avons rappelée plus haut.

Ce serait une solution transactionnelle entre le système actuel, généralement condamné, et celui que nous préconisons.

En ce cas, il faudrait remplacer l'article premier de la proposition par la disposition suivante :

« Chaque membre de la Chambre jouit d'une indemnité annuelle de...
» (6000 francs par exemple), dont la moitié est réservée pour former un fonds
» de présence à partager entre les membres, suivant le nombre des séances
» auxquelles ils ont assisté.
» A cet effet, il est tenu un registre de présence. »

Un troisième système trouve aussi ses partisans : le député jouirait d'un traitement fixe avec retenue d'une amende de..., par chaque absence non motivée.

Ceux qui le préconisent y voient l'avantage de ne pas permettre (comme le système du jeton de présence) de reprocher aux membres de la Chambre de tenir séance uniquement pour majorer le nombre de leurs jetons de présence.

L'objection nous paraît sans valeur; ce reproche ne peut être pris au sérieux quand les législateurs font preuve de zèle et d'assiduité et que les travaux parlementaires témoignent d'une étude approfondie et du désir sincère d'être utile au pays.

L'article 57 de la Constitution est également soumis à revision.

Le cens sénatorial sera sans doute supprimé; il conviendra dès lors que l'indemnité accordée aux membres de la Chambre soit étendue aux membres du Sénat.

Le texte de notre proposition de revision de l'article 57 et la proposition qui en découle sont donc présentés dans l'hypothèse envisagée ci-dessus.

DUFRANE-FRIART,
LOUIS RICHALD,
MAURICE LEMONNIER.

PROPOSITION.

ART. 52.

Chaque membre de la Chambre des représentants jouit d'une indemnité à déterminer par la loi.

ART. 57.

Les sénateurs reçoivent la même indemnité que les membres de la Chambre des représentants.

1. — L'indemnité accordée aux membres de la Chambre des représentants et du Sénat par les articles 52 et 57 de la Constitution, consiste en jetons de présence, arrêtés comme suit :

Vingt-cinq francs par réunion de section ou de commission;
Cinquante francs par séance de la Chambre ou du Sénat.

2. — Les membres de la Chambre des représentants et du Sénat jouissent de la gratuité du parcours sur les chemins de fer entre la gare la plus proche de leur domicile ou résidence et Bruxelles.

DUFRANE-FRIART.
LOUIS RICHALD,
MAURICE LEMONNIER.

Kamer van Volksvertegenwoordigers.

COMMISSIE TOT HERZIENING DER GRONDWET.

IX.

Voorstel betreffende de herziening van de artikelen 52 en 57 der Grondwet.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

Artikel 52 der Grondwet kent aan de leden der Kamer, die de stad niet bewonen waar de zitting gehouden wordt, eene maandelijksche schadeloosstelling toe van 200 gulden, voor den ganschen duur van dien zitting.

« Het komt wenschelijk voor, zegt de achtbare Minister van Financiën in » zijn verloop van 2 Februari laatsleden (nr 86 der *parlementaire Oorkonden*), dat dit artikel gewijzigd worde :

» 1^o Wat betreft het bedrag der schadeloosstelling, welke in verhouding » zou moeten zijn tot 's lands munteenheid en geene maandelijksche schade- » loosstelling zou moeten wezen ;

» 2^o Wat betreft het al te volstrekt onderscheid dat gemaakt wordt tus- » schen de volksvertegenwoordigers die de hoofdstad bewonen en hen die er » niet wonen... »

Het voorstel dat wij de eer hebben aan de Kamer te doen gaat van die dubbele orde van denkbeelden uit.

In stede van eene maandelijksche schadeloosstelling, verleent het eene schadeloosstelling voor iedere verplaatsing; in dit opzicht plaatst het alle vertegenwoordigers, hetzij ze de hoofdstad bewonen of elders metterwoon gevestigd zijn, op een en denzelfden voet : de eenen moeten zoowel als de anderen noodzakelijk hunnen tijd opofferen om bij de verschillende vergaderingen aanwezig te zijn.

Daarentegen verleent het voorstel kosteloos vervoer aan de vertegenwoordigers der provincie, van uit de statie welke het dichtst bij hunne woning gelegen is tot Brussel.

In den beginne hadden wij er aan gedacht dat kosteloos vervoer te beperken tot den duur der zittingen alleen, doch de ondervinding heeft geleerd dat leden der Kamers, die buiten Brussel verblijven, er dikwijls moeten komen, zelfs wanneer de zitting gesloten is, dit uit hoofde van

verschillende bezigheden die aan de vervulling van hun ambt noodzakelijk verbonden zijn.

Het kosteloos vervoer op de spoorwegen, zooals wij het voorstellen, is dus ruimschoots gerechtvaardigd.

Overigens, sommigen aarzelen niet nog verder te gaan in die orde van gedachten : zij vragen voor de wetgevers het bestendig vrij vervoer op al de spoorbanen van het ryk, opdat het hun aldus toegelaten zij, door hen zelven en zonder kosten, een allervoordeeligt toezicht uit te oefenen op 's lands belangen.

De Kamer zal beslissen of het nuttig is den voorgestanen maatregel in zijne algemeenheid toe te passen.

*
* *

Wij houden er aan hier de eenige tegenwerping te weerleggen welke ons reeds gedaan werd, te weten : dat de inrichting van aanwezigheidspenningen in strijd is met de waardigheid van wetgever.

Daarvan zoeken wij vruchteloos de reden. De provinciale wet bepaalt dat de raadsleden die metterwoon gevestigd zijn op ten minste een halven myriameter van de hoofdplaats der provincie, eene schadeloosstelling zullen genieten voor reis- en verblijfkosten, en, tot uitbetaling dier schadeloosstelling zegt zij dat er een aanwezigheidsboek zal gehouden worden.

In hoeverre is de invloed der provinciale raadsleden daardoor gekrenkt geweest? Wat de leden der bestendige afvaardiging betreft, de helft hunner jaarwedde wordt voorbehouden « tot het vormen van een aanwezigheidsfonds, te verdeelen onder de leden volgens 't getal zittingen welke zij bijgewoond hebben ».

Welnu, onder zoovele wenschen die, op bestuurlijk gebied, van de provinciale raden zijn uitgegaan, bedoelt geen enkele, om 't even welke, wijziging van de artikelen 61 en 103 der provinciale wet, als zijnde van aard om de waardigheid van de provinciale raadsleden of van de bestendige afgevaardigden te benadeelen.

Wij voegen er ten slotte bij dat artikel 74 der gemeentewet toelaat aanwezigheidspenningen te verleenen aan de leden der gemeenteraden; in verscheidene groote steden wordt van dat recht gebruik gemaakt en nooit heeft iemand er aan gedacht vaste schadeloosstellingen te vragen voor afgevaardigden in de provincie of gemeenteraden.

Onzes dunkens levert het geen bezwaar hoegenaamd op 't beginsel van den aanwezigheidspenning insgelijks toe te passen op de billijke schadeloosstelling die aan de wetgevers toekomt.

We gaan verder nog : wij beweren dat de waardigheid zelve der leden van de Kamer niet meer vereenigbaar is met eene maandelijksche schadeloosstelling welke uitbetaald wordt, zoowel aan degenen die zelden deelnemen aan de werkzaamheden des Parlements als aan hen die hunnen ambtsplicht met stiptheid waarnemen.

Herhaaldelijk hebben de openbare meening en de drukpers hare niet dubbelzinnige beoordeeling daarvan doen blijken.

*
* *

Laat ons nu onderzoeken wat het bedrag van den aanwezigheidspenning moet zijn.

Om het te bepalen, hebben wij 't gepast geacht een onderscheid te maken tusschen de vergaderingen der Kamer en de vergaderingen der afdeelingen.

Voor de eerste, is, dank zij de inrichting der « parlementaire » treinen, de duur der verplaatsing maar ongeveer van een halven dag.

Moet men, daarentegen, de vergadering van eene afdeeling of van eene commissie bijwonen, dan is de voormiddag aan de reis besteed en, bijgevolg, wordt het tijdverlies dadelijk grooter.

Jaarlijks beloopt het gemiddeld bedrag der parlementaire schadeloosstelling 3,600 frank; 't gemiddeld getal zittingen der Kamer is 106 en dat der afdeelingen 50.

De aanwezigheidspenning voor iedere zitting der Kamer staat dus tegenwoordig gelijk met ongeveer 35 frank, doch men is het over 't algemeen eens om te zeggen dat het in de grondwet bepaalde cijfer van 200 gulden onvoldoende is.

Zoo wij willen dat het mandaat van vertegenwoordiger toegankelijk zij voor bekwame en achtbare lieden van alle maatschappelijke standen, dan dient de vergelding voor de bewezen diensten tamelijk hoog te zijn.

Dit beginsel mag, terecht, onder de meest democratische gerangschikt worden. De openbare ambten, hoe verheven ook, moeten niet alleen het deel der bemiddelde burgers blijven.

In Frankrijk ontvangen de afgevaardigden eene schadeloosstelling van 9,000 frank; daarenboven genieten zij kosteloos vervoer op 't *gansche* spoorwegnet.

Het voorstel dat wij de eer hebben aan de Kamer te doen, schijnt dus niet overdreven. Aannemende dat de schadeloosstelling bepaald worde op 50 frank per zitting der Kamer en op 25 frank per zitting eener afdeeling, zou het maximum der jaarlijksche schadeloosstelling zelden de 6,500 frank te boven gaan.

Dat blijkt uit de gemiddelde hierboven aangeduide cijfers :

106 zittingen der Kamer tegen 50 frank = 5,300.

50 zittingen der afdeelingen tegen 25 frank = 1,250.

*
* *

In bijkomende orde en voor 't geval de Kamer zou aarzelen de volstrekte oplossing te bekrachtigen die wij de eer hebben te doen, zou men het vraagstuk der schadeloosstelling kunnen oplossen door eene regeling in den aard van degene die de jaarwedde der bestendige afgevaardigden bepaalt en waarvan wij hooger gesproken hebben.

Die oplossing ware een overgangsmaatregel tusschen het tegenwoordige stelsel, dat algemeen veroordeeld wordt, en 't stelsel dat wij aanprijzen.

In dat geval zou men artikel één van het voorstel door de volgende bepaling moeten vervangen :

- « Ieder lid der Kamer geniet eene jaarlijksche schadeloosstelling van.....
 » (6,000 frank bij voorbeeld) waarvan de helft voorbehouden wordt tot het
 » inrichten van een aanwezigheidsfonds te verdeelen onder de leden, volgens
 » 't getal zittingen dat ze bijgewoond hebben.
 » Te dien einde wordt een aanwezigheidsboek gehouden. »

Er zijn ook voorstanders van een derde stelsel : de afgevaardigde zou eene vaste jaarwedde genieten, mits afhouding eener boete van... voor elke niet gewettigde afwezigheid.

Zij die dat stelsel verdedigen zien er dit voordeel in : 't zal niet mogelijk zijn toe te laten (zooals met het stelsel van den aanwezigheidspenning' aan de leden der Kamer 't verwijt te doen dat zij alleen vergaderen om 't getal hunner aanwezigheidspenningen te vermeerderen.

Die tegenwerping schijnt ons zonder waarde; dat verwijt kan niet als ernstig beschouwd worden wanneer de wetgevers blijk van ijver en stiptheid geven en de parlementaire werkzaamheden van grondige studie getuigen en tevens 't bewijs leveren dat men oprecht verlangt het land nuttig te zijn.

Artikel 57 der Grondwet is insgelijks aan herziening onderworpen.

De cijns, door de Senatoren te betalen, zal waarschijnlijk afgeschaft worden; derhalve zal de schadeloosstelling, aan de leden der Kamer betaald, ook aan de leden van den Senaat moeten toegekend worden.

De tekst van ons voorstel tot herziening van artikel 57 en het daaruit vloeierende voorstel worden dus aangeboden in de hierboven omschreven veronderstelling.

DEFRANE-FRIART,
 LODEWYK RICHALD,
 MAURITS LEMONNIER.

VOORSTEL.

ART. 52.

Ieder lid der Kamer van Volksvertegenwoordigers geniet eene door de wet te bepalen schadeloosstelling.

ART. 57.

De Senatoren ontvangen dezelfde schadeloosstelling als de leden der Kamer van Volksvertegenwoordigers.

4. — De schadeloosstelling, bij artikels 52 en 57 der grondwet aan de leden der Kamer van Volksvertegenwoordigers en des Senaats toegekend, bestaat in aanwezigheidspenningen, bepaald als volgt :

Vijf en twintig frank per zitting eener afdeeling of eener commissie ;
Vijtig frank per zitting van de Kamer of van den Senaat.

2. — De leden der Kamer van Volksvertegenwoordigers en des Senaats genieten het kosteloos vervoer op de spoorwegen tusschen de statie die het dichtst bij hunne woon- of verblijfplaats gelegen is en Brussel.

DUFRANE-FRIART,
LODEWIJK RICHALD,
MAURITS LEMONNIER.

